



## LA PLACE DU RENSEIGNEMENT DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

(Article publié en 1996  
dans *La Revue de Défense Nationale*)

*Par Christian Harbulot et le Général Jean Pichot-Duclos*

MOTS CLES :

Service de renseignement, SDECE, Géoéconomie

L'apogée du renseignement dans le système institutionnel français remonte à Napoléon Ier. C'est en effet la seule fois où le chef suprême de nos institutions a commandé les destinées de notre pays en prenant appui, sur un système global de renseignement militaire, diplomatique, policier et économique. Le chef militaire savait avant d'attaquer. L'ambassadeur orientait l'activité des espions locaux. La police traquait les ennemis intérieurs de toute nature (royalistes, jacobins, agents d'infiltration des monarchies européennes). Le monde industriel s'informait activement sur les révolutions industrielles étrangères. Cette période a disparu de notre système de référence au cours du XIX<sup>e</sup>. L'instauration de la III<sup>e</sup> République aboutit même à son contraire, c'est-à-dire une fracture profonde entre les services secrets et la société civile. L'affaire Dreyfus en a été à la fois le symbole le plus démonstratif et l'image négative la plus persistante.

### **Le blocage culturel français sur le renseignement**

Dans ce domaine, nous tournons le dos à l'efficacité des autres puissances européennes. La Grande Bretagne, l'Allemagne, la Suède ou la Suisse ont intégré depuis longtemps la culture du renseignement au fonctionnement des élites de la Nation. Elle est chez nos voisins un des éléments indiscutables de la préservation de l'intérêt général. Ce refus de prendre en compte le rôle fondamental des services spéciaux dans le maintien de l'intérêt de puissance a bloqué l'émergence d'une culture nationale partagée tant par les élites que par la société civile. C'est pour cette raison que l'utilité du renseignement dans certains moments-clés de l'Histoire de notre pays reste quasiment ignorée. Citons un cas d'école trop souvent méconnu. Après la Révolution française, les manufactures françaises avaient accumulé un retard important sur l'industrie britannique. Il leur était impossible de combler ce retard technique par le seul levier de la science ou de l'intensification du travail des ingénieurs. La seule solution de recours possible pour les autorités françaises était de connaître par tous les moyens les secrets des inventions britanniques<sup>1</sup>. L'Etat ne fut pas le seul acteur dans cette vaste opération de renseignement économique. De nombreux chefs d'entreprise français n'hésitèrent pas à recourir à l'importation illégale de machines britanniques<sup>2</sup>.

L'absence de mémoire collective ne suffit pas à expliquer le retard de notre pays dans un domaine aussi stratégique ? En d'autres termes, quelles sont les causes de cette crise de rejet chronique du renseignement en France ? Pour tenter de comprendre les raisons du blocage de nos élites sur la notion de renseignement, il faut identifier au préalable les fractures idéologiques, historiques et culturelles apparues au cours de l'Histoire. Elles sont anciennes. La société civile, et plus

---

<sup>1</sup>Napoléon Ier n'hésita pas à doter la France d'un petit MITI par le biais de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale qui reçut la mission de réaliser des rapports d'étonnement sur les innovations britanniques afin de les copier.

<sup>2</sup>Georges et Hubert Bourgin, *Le régime de l'industrie en France de 1814 à 1830*, recueil de textes 1941.

particulièrement l'intelligentsia de gauche et les milieux ouvriers, ont longtemps lié de manière étroite le monde du renseignement au dispositif de lutte contre l'ennemi intérieur. La mémoire populaire retient plus facilement le combat de Richelieu ou de Louis XIV contre les protestants, ou les cycles de répression conduites par le Comité de Salut de Public puis par la police secrète de Fouché. Dans ce cadre, le renseignement est même assimilé à la surveillance policière des grèves et des syndicats ouvriers embryonnaires. La liquidation des communards et la répression du syndicalisme révolutionnaire par l'armée<sup>3</sup> symbolisent cette orientation prioritaire du renseignement d'Etat contre les organisations opposées au régime. Symétriquement, les élites de droite le conçoivent-elles dans le non-dit comme un outil d'espionnage politique interne.

Les fractures historiques renvoient à la multiplicité des changements de régime intervenus entre 1789 et aujourd'hui (une première République, un premier Empire, une Monarchie, une seconde République éphémère, un second Empire, une longue troisième République, le régime de Vichy, la quatrième République, la cinquième République gaulliste, et la cinquième République post-gaulliste). Cette instabilité a désorganisé plusieurs fois les appareils de renseignement. La Révolution détruit ainsi les ébauches de services que la Royauté s'était décidée à mettre en place. Charles X liquide le dispositif de renseignement napoléonien pour satisfaire les monarchies européennes. Napoléon III ne sait rien reconstruire et ce manque d'initiatives aboutit au désastre de la guerre de 1870<sup>4</sup>. La III<sup>e</sup> République entame enfin ce processus de construction mais elle bute presque dès le départ sur le terrible obstacle de l'affaire Dreyfus qui discrédite les services de renseignement aux yeux d'une moitié de l'opinion.

Contrairement à toute logique de sursaut patriotique, les deux guerres mondiales ne permettent pas de réhabiliter le renseignement dans la définition de la stratégie et l'organisation de notre système de défense. Le bilan de 14-18<sup>5</sup> est très vite passé aux oubliettes. Le traumatisme de la « der des der » amène l'opinion publique et une grande partie de la classe politique à considérer que l'armée a certes bien joué son rôle mais que celui-ci est appelé à décroître dans l'avenir. D'autre part, la confrontation idéologique issue de la révolution bolchévique génère plusieurs grilles de lecture qui accentuent l'opacité du sujet :

- face à face entre l'URSS, « patrie des travailleurs » et le monde capitaliste,

---

<sup>3</sup>Lié dans l'imaginaire collectif à la fusillade de Fourmies de 1891.

<sup>4</sup>Les officiers français engagés contre les Prussiens ne disposaient que de cartes allemandes. Or les batailles eurent lieu sur le sol français.

<sup>5</sup>Le bilan était pourtant très riche. Dans le domaine du renseignement militaire, les Français avaient développé un remarquable système d'écoutes des tranchées allemandes qui leur a été très utile pour compenser lors de certaines offensives la supériorité du feu acquise par les forces impériales. Dans le domaine de la désinformation et de la guerre psychologique, beaucoup d'expériences avaient été menées pour affaiblir le moral de l'ennemi. Enfin la Hollande et la Belgique avaient été le théâtre d'opérations clandestines intenses entre les belligérants où la France avait tiré son épingle du jeu.

- incompatibilité fondamentale d'analyse sur l'enjeu et la stratégie de lutte contre le communisme entre les démocraties et les régimes totalitaires d'extrême droite ,
- confrontations larvées entre les empires coloniaux britannique et français,
- luttes d'influence entre les vieilles puissances européennes et les Etats-Unis,
- essor des mouvements de libération nationale soutenus par le Komintern.

L'exemple de la politique internationale de Staline dans les années 30 illustre bien cette opacité. La recherche d'alliances contre Mussolini et Hitler avec les démocraties puis le renversement du pacte germano-soviétique auront des répercussions très précises dans les coulisses des relations internationales. Le rôle des agents d'influence soviétiques en France durant la période-charnière qui va de 1934 à la fin du Front populaire, est encore un sujet brûlant qui heurte certaines élites intellectuelles françaises (affaire Cot). Lorsque Staline choisit la stratégie d'alliance avec Hitler, il fait en sorte que ses organes de renseignement s'alignent sur cette nouvelle politique. Le déclenchement du conflit à l'Ouest étant préférable à tout autre scénario, le NKVD et le GRU oeuvrent en conséquence. Soit en bloquant la remontée d'informations sur l'effort de guerre allemand qui était en partie dissimulé en URSS compte tenu de la coopération militaire secrète germano-soviétique<sup>6</sup>, soit en prônant un pacifisme internationaliste qui fragilise de fait les régimes capitalistes, ennemi mortel du communisme.

Dans le même temps, la classe politique française toutes tendances confondues comme la haute hiérarchie militaire refusent de donner au renseignement la place qu'il mérite eu égard aux menaces existantes. Cette ignorance volontaire débouche sur un désastre. Alors que les gouvernements<sup>7</sup> ont reçu des indications très précises données entre 1933 et juin 1940 sur les plans d'Hitler, y compris sur le jour et le lieu de l'offensive allemande contre la France, ils n'en ont jamais tenu compte. A cette époque, le SR français, strictement militaire, n'avait aucun contact direct avec le gouvernement. Il passait obligatoirement par toute une série d'intermédiaires, notamment le chef du Deuxième Bureau et le chef d'état-major général. A chaque stade, l'interlocuteur *déployait le parapluie* selon une technique connue de toutes les bureaucraties. Ainsi, le renseignement avait-il perdu toute sans sa substance une fois arrivée au sommet. Et toutes les désinformations devenaient possibles. Ainsi lorsque la Wehrmacht attaque en mai 40, le généralissime Gamelin croit presque l'ennemi qui simule l'ouverture possible d'un second front côté suisse en procédant à des rapatriements concertés des ressortissants allemands résidant dans le Confédération helvétique.

---

<sup>6</sup>Conséquence des accords de Rapallo signés en 1922.

<sup>7</sup>Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, Robert Laffont, 1985  
*L'homme des services secrets*, Julliard, 1995.

## L'héritage ambigu de la seconde guerre mondiale

Au lieu de remédier à ce dysfonctionnement majeur, la seconde Guerre Mondiale fausse une fois de plus le débat, du fait de la division des forces qui mènent la guerre secrète contre l'Allemagne nazie. Les différents groupes qui opposent les gaullistes (BCRA), les giraudistes (armature de l'ancien SR), les communistes liés aux soviétiques, et les réseaux sous contrôle britannique (MI6, SOE), écartèlent les compétences et rendent impossible une organisation unifiée du renseignement après 1945. La guerre d'Indochine ne modifie guère les données du problème. Une organisation cohérente du renseignement n'émergera par exemple que plusieurs années après le début du conflit.

Le conflit algérien est l'occasion d'un premier soubresaut dans la mesure où le pouvoir politique<sup>8</sup> intègre l'action des services de renseignement à sa stratégie globale de lutte contre le FLN. Le service action du SDECE est à cette époque avec les Britanniques la structure occidentale la plus active sur le terrain. Il s'avère très efficace dans les opérations violentes contre des réseaux de soutien logistiques ennemis, en l'occurrence les marchands d'armes qui ravitaillent les maquis algériens. Mais cette revalorisation du rôle du renseignement dans le processus de décision est fortement oblitérée par les conséquences du putsch d'Alger et des campagnes terroristes de l'OAS. Du fait des prises de position pro-Algérie française de bon nombre de cadres du renseignement, le pouvoir politique prend de nouveau une certaine distance vis-à-vis des services spéciaux<sup>9</sup>. L'apparition des polices parallèles chargées de la lutte contre l'OAS parachève la confusion entre services de renseignement et organismes de répression internes.

Par ailleurs, les effectifs n'étant pas inépuisables, l'énergie dépensée en vain pendant le conflit algérien tend à relativiser la part des Français dans la guerre occidentale du renseignement contre le bloc de l'Est. D'où le sentiment largement répandu à posteriori que les services français sont très inférieurs aux anglo-américains. Ultime conséquence de la crise algérienne : une méfiance croissante du général de Gaulle envers des services trop peu loyalistes à son goût. C'est une des raisons pour lesquelles il n'en fera qu'un élément très subalterne de sa politique étrangère.

Dans un contexte aussi défavorable, les affaires Ben Barka<sup>10</sup>, Markovic puis Delouette accélèrent le processus de discrédit. Le SDECE subit alors plusieurs épurations successives, excepté dans la

---

<sup>8</sup>Le SDECE est commandé par le général Grossin qui allie la souplesse à une grande fermeté dans la conduite des opérations. Le premier Ministre Michel Debré supervise l'action des services spéciaux par l'intermédiaire de son conseiller personnel Constantin Melnik. Mais Jacques Foccart assure l'orchestration discrète pour le compte de l'Elysée des missions délicates en coordination avec Matignon.

<sup>9</sup>Apparition du terme péjoratif « barbouzes » pour désigner les membres des polices parallèles.

<sup>10</sup>L'implication, bien que marginale, d'éléments appartenant au service arabe du SDECE dans l'enlèvement du leader de l'opposition marocaine compromettra l'institution toute entière aux yeux de l'opinion publique comme à ceux du général de

zone africaine. C'est à ce moment-là qu'Alexandre de Marenches le prend en main. Ce nouveau venu bénéficie d'un atout considérable dans un régime politique semi-présidentiel : la confiance personnelle de Georges Pompidou. Il s'en suit dix années d'opérations clandestines ambitieuses à l'échelle française, assez réussies pour ne provoquer aucune bavure. Mais le pouvoir politique n'ira pas jusqu'à valider cette tentative de restauration. Et les services spéciaux de demeurer en marge du fonctionnement de la haute administration et de la définition des objectifs fondamentaux de la Nation. Entre autres, le problème de leurs relations avec le Quai d'Orsay n'est toujours pas tranché.

Le tissu inextricable de contradictions accumulé depuis la Seconde Guerre mondiale se complique encore après l'arrivée des socialistes au pouvoir. La communauté du renseignement est d'emblée suspecte aux yeux du « peuple de gauche » et de l'ensemble de l'appareil du Parti socialiste, héritiers d'une méfiance séculaire (affaire Dreyfus, répression sociale inscrite abusivement au passif des services spéciaux) et de surcroît très mal préparés à comprendre leur nécessité dans le jeu des rapports de force entre puissances. Le débat sur les services bascule dans l'idéologie. Après avoir laissé inscrire le principe de la dissolution du SDECE dans le programme commun PCF/PS, François Mitterrand et Charles Hernu croient se réappropriier l'outil en le confiant à un homme de gauche. Cette décision qui tient lieu de réforme sera en fait perçue comme une manoeuvre politique. On en revient très vite au statu quo ante et ce jusqu'à l'affaire du Rainbow Warrior aux conséquences catastrophiques sur tous les plans. Le traumatisme est en effet multiple :

- entre pouvoir et services,
- entre services et opinion publique,
- entre services et les autres administrations d'Etat,
- entre services et médias.

L'Affaire marque simultanément l'entrée des médias dans l'arène. Pour la première fois des anciens chefs des services spéciaux s'expriment « à l'américaine » dans la presse, dans l'édition et même à la télévision. Cette nouveauté confère une importance accrue aux journalistes. Ils ne sont plus de simples commentateurs de l'activité de la communauté du renseignement, ils en deviennent d'une certaine manière des acteurs indirects, parfois même des juges. C'est à travers ce prisme très particulier que la classe politique va se doter d'un substitut de la culture du renseignement qui lui fait tant défaut historiquement.

---

Gaule. Celui-ci retire immédiatement le SDECE de la tutelle du Premier Ministre pour la donner au Ministre des Armées Pierre Messmer, un homme de toute confiance. Cette décision circonstancielle se transformera très vite en dogme. A ce jour, elle n'a jamais été remise en question.

A l'issue d'une phase d'apprentissage du pouvoir, une poignée de dirigeants socialistes commencent à entrevoir la nécessité d'une réforme en rupture avec toute la tradition « anti-services » de la gauche. Michel Rocard, Premier Ministre, s'attache à revaloriser le rôle du renseignement dans la politique gouvernementale<sup>11</sup>. Pierre Joxe tire les enseignements de la guerre du Golfe en créant la Direction du Renseignement Militaire. Il s'agit dans le domaine de la réforme la plus décisive en deux septennats. Cela étant François Mitterrand, comme ses prédécesseurs a soigneusement veillé à maintenir un système éclaté redoutant la puissance d'une communauté unifiée du renseignement français. Des contradictions majeures demeurent :

- le renseignement reste conçu comme l'apanage d'une administration d'Etat dont l'efficacité est appréciée comme telle ;
- il est maintenu à l'écart des sphères où se définit « l'axe profond » de la politique du pays ;
- il manque à son dispositif les deux piliers du renseignement moderne, un service secret non militaire offensif et une coordination efficace des différentes structures sous la houlette d'un organisme disposant de l'autorité suffisante ;
- on en reste à une vision statique et défensive alors que de toute évidence les conditions sine qua non de survie dans le monde de l'ère post-communiste impliquent à la fois un dynamisme stratégique, une nouvelle culture du combat et une réflexion originale sur la nature des menaces.

### **La révolution politique du renseignement**

Aux rapports de force anciens, dérivés de la guerre froide, se superposent de nouveaux rapports de force plus déroutants dans la mesure où ils mettent aux prises des puissances qui ont été alliées contre un ennemi commun pendant un demi siècle. L'Histoire démontre que lorsqu'un empire dominant est obligé d'aller chercher sa richesse à l'extérieur de ses frontières, les rapports de force gagnent largement en complexité et les équilibres internationaux deviennent beaucoup plus précaires. Le redéploiement de l'économie américaine au niveau mondial n'est pas seulement l'expression de la main invisible des entreprises. Le verrouillage d'une zone géographique stratégique par des accords bilatéraux passés avec un ou plusieurs Etats sur les contrats militaires et civils, révèle d'autres enjeux. L'alliance passée lors de la Guerre du Golfe entre les Etats-Unis, L'Arabie Saoudite et le Koweït préfigure une nouvelle cartographie des intérêts de puissance. Cet évènement n'est pas resté une exception es Emirats l'ont souligné à leur tour en cherchant à

---

<sup>11</sup>Son conseiller, le préfet Pautrat, joue un rôle important dans cette prise de conscience. La réactivation du Comité Interministériel du Renseignement n'aboutit cependant pas à des transformations majeures du système.

conclure avec la France un accord similaire, afin de se préserver une marge d'autonomie de décision.

Ce nouveau jeu de go planétaire bouleverse les grilles de lecture traditionnelles du renseignement. Les sphères d'influence traditionnelles ne gèrent plus par un simple marquage culturel. L'exemple de la francophonie est très démonstratif du manque d'initiatives en matière de réflexion stratégique et de politique gouvernementale du renseignement. François Mitterrand l'admit avant de quitter le pouvoir. Depuis dix ans, certaines personnalités du monde francophone ne cessent de mettre en garde leurs interlocuteurs français sur la pression politique, économique et culturelle que certaines puissances exercent sur leur pays. De fait ils considèrent que leurs gouvernements n'ont pas les moyens suffisants pour contrecarrer de telles stratégies d'influence. C'est la raison pour laquelle ils interpellent la France sur la question de la garantie de leur indépendance. Compte tenu de l'ampleur de l'offensive, la défense de la langue française ne leur apparaît plus que comme un ersatz de stratégie. Cette irritation traduit aussi un changement majeur sur l'échiquier mondial.

Derrière l'émergence du concept de géo-économie<sup>12</sup> se profilent dès à présent les contours d'une véritable révolution politique du renseignement. Sous prétexte d'aider les pays à économies émergentes à passer à l'ère de la mondialisation des échanges, des experts anglo-saxons passés au privé ont décidé de leur vendre « *clés en main* » la modélisation d'un service de renseignement adapté aux normes de fonctionnement de la démocratie. Il ne s'agit plus de former des forces spéciales ou des équipes de contre-ingérence anti-communiste mais de mettre en place un système d'intelligence globale, civil et militaire, au sein duquel la matière grise et la technologie jouent un rôle prédominant. Une telle rupture dans la logique de l'offre fausse en partie les anciennes grilles de lecture du renseignement dit de « *guerre froide* ».

Jadis la prédominance linguistique et la conversion religieuse étaient considérées comme les deux atouts majeurs des stratégies d'influence civile. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des champs de connaissance, y compris le renseignement lui-même, qui peuvent servir de prétexte à une opération d'influence. Un pouvoir politique qui n'a pas cette perception du paradoxe et de la complexité de la révolution politique du renseignement est contraint de se rabattre sur des stratégies-réflexes validées par des points de repère empruntés au passé. Par exemple, pour la France : l'Afrique et le monde arabe. Mais l'absence d'une véritable culture dynamique du renseignement dans la haute administration rend très difficile un redéploiement opérationnel des forces sur un autre axe stratégique en particulier vers l'Asie, enjeu majeur du XXI<sup>e</sup> siècle (50% du PNB mondial en 2010).

---

<sup>12</sup> *Techniques offensives et guerre économique*, de Christian Harbulot, passage sur le renversement des valeurs, page 42, éditions ADITECH, 1990.

Le renseignement ne peut plus rester dans le ghetto dans laquelle l'Histoire de notre pays l'a enfermé depuis deux siècles. Comme pour les armées, il est nécessaire de retrouver une lisibilité stratégique sur l'organisation des appareils et sur l'usage des outils. L'heure est à l'audace et non au parapluie. Il est urgent d'instaurer une coordination réelle des services de renseignement français. La maîtrise des menaces tous azimuts qui peuplent notre horizon est à ce prix. Faute de quoi, le statu quo sur la défense du précarré hexagonal ne sera qu'une répétition encore plus coûteuse des juin 40 et autre Dien Bien Phu.